Adecco Groupe France

360 RSE

- Diversité
- Trajectoire professionnelle
- Non-discrimination
- Mécénat

- Insertion
- Management de la RSE
- Handicap

- Santé et sécurité au travail

- Environnement

Ce document vous est proposé par :

LA CHAÎNE DU OUI ! by Adecco #Adecco2014

Edito

2015, année responsable !

Tous nos vœux pour une année 2015 riche de sens, sur le volet social comme sur l'environnement !

Les occasions seront nombreuses : en 2015, les entreprises françaises de plus de 500 personnes devront établir leur reporting extra financier, refaire un bilan d'émission de gaz à effet de serre, attirer et fidéliser les talents, s'inscrire plus encore sur leur territoire, poursuivre un dialogue social constructif ou contribuer davantage à l'environnement pour que les aspirations de leurs collaborateurs (et de leurs parties prenantes) ne soient pas déçues.

Sur ce dernier point, il faut noter que les intérêts des entreprises et de leurs salariés convergent : réduction des consommables, alternatives vertes, recyclage… et que les premiers pas ont été fructueux même si beaucoup de chemin reste à parcourir.

A ce propos, la France accueillera en décembre 2015 la 21ème conférence internationale sur le climat (nom de code COP21) que beaucoup qualifient de conférence de la dernière chance pour la planète. En effet, l'objectif le plus médiatisé est de parvenir à un accord pour contenir le réchauffement climatique en deçà de 2°C supplémentaires…

Après un accord a minima à Lima début décembre 2014 lors de la conférence des Nations Unies sur le climat, faut-il se satisfaire de compromis qui soient des plus petits dénominateurs communs ou relever le degré d'ambition sur des sujets aux conséquences si lourdes ? La question est celle de la planète que nous laissons aux générations futures…. En valeur absolue, personne n'y est indifférent, restent à rassembler les motivations des individus, celles des entreprises pionnières sur l'environnement et celles des Etats avec exigence et responsabilité pour le présent comme pour le futur que tous souhaitent serein et durable.

Bruce ROCH

Directeur RSE & Solidarité

Réforme des marchés publics: Emmanuel Macron veut accélérer.

Le ministre de l'économie lance une phase de concertation : la suppression de près de 200 pages du Code des marchés publics, la mention de clauses sociales dans les contrats pour tenir compte de l'insertion des personnes exclues du monde du travail…

En savoir +

Innovation sociale : 20 intrapreneurs sociaux à suivre !

Accès à l'énergie, micro finance, réinsertion... Voici vingt cadres qui développent au sein de leur entreprise une activité innovante à fort impact social, en lien avec leur métier. De véritables pionniers au coeur des multinationales. Vinci insertion emploi naît en 2011. Adecco se rapproche alors du groupe Id'ées, bien implanté dans la lutte contre l'exclusion, et monte avec lui le noyau dur d'un réseau baptisé Adecco Insertion. "Il fallait coconstruire", analyse le pionnier Jean- François Connan".

En savoir +

Discriminations à l'embauche : le Défenseur des droits peut vous aider !

Le Défenseur des droits a publié un dépliant à destination des candidats à l'emploi, afin d'éviter, en amont, les discriminations à l'embauche. le Défenseur des droits, Jacques Toubon, publie un dépliant précisant notamment les comportements interdits de la part des recruteurs. Le document a aussi pour objectif d'apporter des précisions relatives aux voies de recours possibles pour les personnes ayant déjà subi une discrimination à l'embauche. Le dépliant sera également diffusé par les intermédiaires de l'emploi signataires de la Charte des "Ensemble pour l'égalité dans les recrutements".

En savoir +

L'obésité reconnue comme un handicap au travail

La Cour de justice de l'Union Européenne vient de reconnaître l'obésité comme une possible cause de handicap au travail. La discrimination au travail fondée sur l'obésité peut-elle être sanctionnée ? La Cour de justice de l'Union européenne s'est prononcée sur le sujet le jeudi 18 décembre. Selon elle, le problème du surpoids peut entraîner une possible situation de handicap.

En savoir +

CV anonyme, ça marche ?

Le ministre du Travail doit se prononcer sur le CV anonyme. Une étude du Conseil général de l'Essonne montre qu'il permet de lutter contre les discriminations mais ne peut être le seul outil corrigeant les inégalités d'accès à l'emploi. Depuis janvier 2014, le Conseil général de l'Essonne expérimente le recrutement par CV anonyme. ne étude comparative a été mené portant sur les recrutements sans anonymisation de janvier à juin 2012 et ceux avec anonymisation de février à juillet 2014. Sur la période considérée, 2 156 candidatures reçues en CV anonyme ont conduit à 509 convocations en jury et 183 embauches. Sur le plan des résultats, on constate qu'en 2014, les candidats au prénom discriminable ont respectivement 32 % de chance supplémentaire de passer un entretien et 36 % d'être recrutés, par rapport à 2012. On constate également un effet genre positif qui confirme l'intérêt du CV anonyme : actuellement, sur 100 femmes candidates, 29 passent en entretien soit 7 de plus qu'en 2012.

En savoir +

Développer des clauses dans les marchés publics contre les discriminations au travail

Le projet BUYDIS, créé afin d'identifier les conditions juridiques précises permettant d'inclure dans les achats des collectivités des clauses qui engagent les entreprises prestataires à lutter contre les discrimination, vient d'élaborer un guide comportant une analyse des possibilités et des conditions posées le code des marchés publics et par la jurisprudence avec des exemples de clauses de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances. En étudiant le cadre juridique européen et français, en prenant compte des expérimentations déjà existantes, le groupe de travail a tiré des recommandations et des propositions…

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DANS L'EMPLOI À TRAVERS LES CLAUSES DES MARCHÉS PUBLICS

« PROJET BUYDIS »

UN PREMIER GUIDE POUR LES COLLECTIVITÉS

En savoir +

L'Etat va investir 450 millions d'euros dans des projets de « mobilité durable »

Quatre métros, quinze tramways, quatre funiculaires (ou transports par câble), trois transports par voie maritime, six projets de parc à vélos… en tout, quatre-vingt-dix-neuf nouveaux projets de transports collectifs ont été présentés, par la ministre de l'écologie, Ségolène Royal, et le secrétaire d'Etat aux transports, Alain Vidalies. Un quart environ des investissements de l'Etat (110 millions d'euros) le sont au titre de la politique de la ville et de la desserte des quartiers prioritaires. Et des clauses d'insertion, « pour favoriser le progrès social », telles que le retour à l'emploi de personnes éloignées du marché du travail, devront être prévues dans le cadre des travaux nécessaires à la réalisation des projets. « Les marchés à passer devront ainsi réserver 10 % des heures travaillées et 10 % des embauches effectuées aux publics cibles dans le cadre de la gestion et l'utilisation des infrastructures créées ou aménagées », précise-t-on au ministère.

En savoir +

Les petites entreprises peuvent mieux faire !

Audencia Nantes vient d'éditer son premier baromètre sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises. Selon André Sobczak, Directeur de la Chaire RSE à Audencia Nantes et Anne-Laure Guihéneuf, Responsable du pôle études de la Chaire, l'ambition de ce baromètre est de mieux connaître la perception et les pratiques des petites entreprises sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Contrairement aux grands groupes qui ont l'obligation légale de publier un bilan RSE régulièrement, les petites entreprises ne font pas connaitre leurs démarches. L'étude révèle un décalage entre la promotion de certaines entreprises et leur pratique réelle mais quelques entreprises ont des démarches innovantes dans ces domaines qu'il faut faire connaître. Le terme de RSE, et ce qu'il représente, est mal connu : le baromètre chiffre à 60 % les dirigeants des entreprises de moins de 250 salariés qui ne savent pas de quoi l'on parle. La situation varie selon leur taille.

En savoir +

Manuel Valls "soutient" la proposition de loi sur le devoir de vigilance des multinationales

Le Premier Ministre, Manuel Valls, a déclaré "soutenir" la proposition de loi sur le devoir de vigilance déposée l'an dernier par des députés de la majorité. Au même moment, la directive européenne sur le reporting extra-financier était publiée au Journal officiel. Elle instaure une obligation de transparence pour les maisons mères. Les auteurs de la proposition entendent créer un devoir de vigilance ("due diligence", en anglais dans les textes internationaux) pour les maisons mères et les donneurs d'ordres français vis-à-vis de leurs filiales mais aussi de leurs sous-traitants à l'étranger. La proposition de loi prévoit d'inscrire une obligation de prévention des dommages sanitaires, sociaux, environnementaux liés aux droits de l'Homme dans le Code du commerce. En cas de manquement, c'est-à-dire quand l'entreprise ne pourra pas justifier qu'elle avait pris les mesures nécessaires de prévention, des sanctions à la fois civiles et pénales seront appliquées. Dans son rapport "Perspectives des migrations internationales 2014" publié lundi 1er décembre, l'OCDE aborde le fait migratoire sous tous ses aspects, y compris celui de la discrimination à l'embauche.

En savoir +

Le handicap, une bataille au quotidien pour que le sujet ne soit pas négligé.

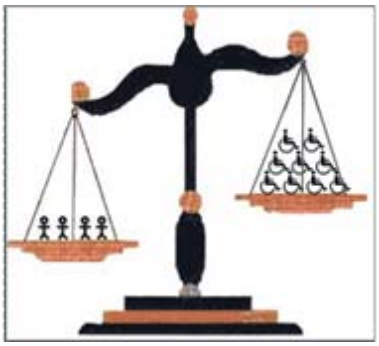
Soutien de la direction, professionnalisation de la démarche, patience, vigilance, présence sont les pré requis d'une politique handicap porteuse de résultats. Retours d'expérience de Colas et Bricoman : les politiques handicap de ces deux sociétés fonctionnent, oui. Chez Colas, grâce à la convention Groupe de 2011/2013, le taux d'emploi des personnes en situation de handicap a augmenté de 1% (210 personnes en situation de handicap ont été intégrées, en CDI, CDD, intérim, alternance) pour atteindre 3 % en 2013 ; chez Bricoman, ce taux atteignait 5,39% en 2013 et concernait majoritairement de l'emploi direct.

BRICOMAN

COLAS

En savoir +

Travailleurs handicapés : de nouvelles mesures à l'étude.



Le gouvernement compte activer de nouveaux leviers pour améliorer le taux d'emploi des personnes en situation de handicap. Alors que de nouvelles mesures sont d'ores et déjà en cours d'examen dans le cadre de deux projets de loi, le chef de l'État vient de faire de nouvelles annonces lors de la Conférence nationale sur le handicap. « Quand je regarde le chiffre réel, je vois 3% de salariés handicapés, alors que l'obligation est de 6% ». C'est ce qu'a déploré le chef de l'État lors de la Conférence nationale du handicap. Certes, le constat n'est pas nouveau mais le gouvernement compte bien activer de nouveaux leviers. Revue des nouvelles mesures annoncées ou déjà adoptées.

En savoir +

Prévention Sécurité Apprendre en s'amusant

Parce que la prévention sécurité est au cœur des préoccupations du groupe Adecco et de ses client, sa filiale, organisme de formation, Adecco Formation, a développé un dispositif innovant pour apprendre la sécurité autrement de façon percutante et pédagogique. Dans "Sécurijeux", deux équipes s'affrontent. A chaque manche, une situation d'accident est projetée (une personne qui tombe d'une échelle, blessure avec un outil sur un chantier…) et les équipes doivent alors analyser cette situation et répondre aux questions liées à cette même situation. A l'issue de la formation, les participants sont donc capables d'identifier les risques, d'adapter les équipements de protection individuelle en fonction du risque identifié, d'appliquer les consignes et les règles de sécurité, de proposer des mesures de prévention et de savoir réagir face à une situation d'accident. Cette formation peut être adaptée en fonction des besoins plus spécifiques du client qui peut cibler une des problématiques de l'hygiène et de la sécurité propre à son entreprise (sécurité incendie, gestes et postures, réactions face à des dangers chimiques, etc.).

En savoir +

Infographie : c'est quoi la mobilité durable ?

Le ministère de l'écologie et du développement durable présente sous un format original, une BD, ce qu'est la mobilité durable et notre façon d'y contribuer.

En savoir +

Les patrons au premier rang des mécènes

Près des trois quarts des chefs d'entreprises et cadres dirigeants sont mécènes à titre personnel. C'est ce que révèle le premier Baromètre du mécénat des entrepreneurs, publié par Admical, l'organisme qui développe le mécénat en France, avec TNS Sofres et en partenariat avec Les Echos, le Crédit Coopératif et Entreprendre&+. Un engagement qui se conçoit tant par le don d'argent que par l'implication personnelle auprès d'organismes d'intérêt général, pour lesquels ils mettent à profit leurs compétences professionnelles.

En savoir +

Une image vaut mille mots

Probono Lab est une structure mobilisant des équipes de volontaires (bénévoles ou collaborateurs en mécénat de compétences) pour conseiller gratuitement les petites et moyennes associations. Elle présente ici une vidéo animée didactique, fun et vitaminée afin de donner un aperçu imagé de ses activités et de ses valeurs.

En savoir +

Mécénat

Un challenge étudiants santé !

Adecco Medical a lancé un concours le 1er octobre 2014 ouvert jusqu'au 31 mars 2015 auprès des instituts et des écoles des professions de la santé afin de valoriser les compétences et d'accompagner les étudiants dans leur vie associative. Le challenge est regroupé autour de 3 thèmes :
- humanitaire : en France ou à l'étranger
- développement durable et promotion de la santé
- services à la personne : Handicap ou Personnes âgées

En savoir +

Thierry Marx et Cuisine mode d'emploi

Dans la catégorie PME, deux entreprises sont exceptionnellement récompensées pour leur implication commune sur le projet Cuisine mode d'Emploi(s), projet initié par le Chef étoilé, Monsieur Thierry Marx et soutenu par l'entreprise Moulins de Chars et son partenaire Adecco. Cuisine mode d'Emploi(s) propose à des publics éloignés de l'emploi et en situation de précarité économique, une formation professionnalisante et un parcours d'insertion professionnelle dans les métiers de la restauration. Moulins de Chars et Adecco soutiennent le projet depuis ses débuts, par du soutien matériel, financier et de compétences.

En savoir +